

A MARSEILLE

Votez classe contre classe!

VOTEZ P.C.F.!

Une élection législative partielle a lieu ce mois-ci à Marseille. Elle aura une importance politique nationale. La bourgeoisie va tout faire pour s'assurer un succès, en s'efforçant d'exploiter la division qui existe dans le mouvement ouvrier. Le P.S., dans cette ville, sous la direction de Defferre, va essayer de marquer des points en se revendiquant de la politique de la minorité, mais si succès il y avait ce serait Guy Mollet qui l'exploiterait.

Il est tout à fait vrai que la direction du P.C.F. de même tenterait de faire passer un vote communiste massif pour une approbation de sa politique. Mais personne ne peut se tromper à ce sujet: maintenant la grande majorité des voix communistes est, de la part des travailleurs, un vote de classe et rien de plus. C'est dans ce sens que doit être envisagée l'élection de Marseille.

Contre la guerre en Algérie, contre la répression, contre la politique de misère, de vie chère, de menaces de chômage, de préparatifs d'une nouvelle guerre mondiale, nous appelons tous les travailleurs de Marseille de voter pour le candidat du P.C.F.

AIDEZ

" La Vérité des Travailleurs "

Nous étions déjà plutôt à l'étroit avec nos 12 pages par quinzaine, mais avec 8 pages nous sommes contraints de laisser de côté toute une série de sujets, parfois même de première importance. C'est une situation qui deviendra tout à fait intolérable lorsque les événements tendront vers des crises majeures, comme tout l'annonce pour 1958.

Tous les amis et lecteurs de « La Vérité des Travailleurs » que nous avons rencontrés ont déploré que nous ayons été obligés de passer de 12 à 8 pages par quinzaine. Tous ont aussi compris qu'il fallait nous aider ou nous aider davantage afin que nous puissions rétablir notre budget en tenant compte des hausses qui l'ont affecté.

Mais nous ne pouvons nous permettre de revenir aux 12 pages sans avoir la certitude que ces encouragements et ces promesses se matérialiseront d'une façon régulière.

Comment nous aider?

Fixez-vous une souscription mensuelle, régulière, sur laquelle l'administration du journal peut compter avec confiance.

Abonnez-vous car l'abonnement rapporte plus que la vente au numéro.

Aidez-nous à trouver de nouveaux lecteurs, de nouveaux abonnés en nous faisant parvenir des noms et adresses que nous prospectorons en faisant l'envoi de quelques numéros, avant de solliciter un abonnement.

Bien que nous soyons pour le moment réduit à 8 pages, n'oubliez pas que « La Vérité des Travailleurs » est VOTRE JOURNAL, que vous devez en être son correspondant. Informez-nous de ce qui se passe dans votre entreprise, dans votre syndicat, dans votre commune.

ABONNEZ-VOUS

à « La Vérité des Travailleurs »
bi-mensuelle

— 6 mois: 12 numéros .. 300 fr.
— 1 an: 24 numéros 600 fr.
— Sous pli fermé, respectivement: 600 et 1.200 fr.

Réglez par mandat:

C.C.P. 6965-68 Paris

64, rue de Richelieu, Paris-2^e.

BILAN 1957

du Parti Communiste Français

La reprise des cartes commence dans le P.C.F. Goguettes, discours, vins d'honneur..., les fêtes habituelles. Comme d'habitude aussi, prendre ou refuser la carte est le principal moyen pour les militants de juger la politique de leur parti.

Cette année, les perspectives ne sont pas brillantes. Des adhésions bien sûr. Beaucoup de départs aussi. Mais surtout, une baisse extraordinaire du militantisme: moins que jamais le nombre de cartes placées ne reflète la participation réelle à l'activité des cellules.

Et il est facile de comprendre pourquoi. Depuis le début 57, la situation française n'a fait que se dégrader. Et la direction du P.C.F. n'a rien fait pour déclencher l'offensive ouvrière qui pouvait transformer le rapport des forces en présence.

L'Algérie trahie

1957 avait pourtant débuté sous des auspices favorables à l'équipe de Maurice Thorez. L'affaire hongroise avait ébranlé le parti, amenant la naissance d'une opposition organisée. Mais la majorité des militants communistes était restée fidèle à la direction du parti. Malgré de nombreux désaccords, les cadres ouvriers continuaient à penser que seuls leurs dirigeants étaient, bon an, mal an, capables de mener une politique de classe efficace.

Pour eux, l'expérience a dû être probante. La guerre d'Algérie est restée au premier plan de toutes les difficultés. Mais la commission d'agitation-propagande du P.C.F. l'a bien oublié. On a bien sûr publié quelques brochures, plusieurs tracts. Mais pas un mot d'ordre d'action n'a été lancé pendant neuf mois. Il fallait soulever l'opinion publique, démontrer le vrai caractère de la guerre, indiquer les solutions de lutte: au lieu de cela nous avons eu la campagne nationale contre Speidel. Sur ce fond de passivité patriotarde se détachait le souvenir du vote des pouvoirs spéciaux par le groupe parlementaire communiste. Qui pouvait s'attendre à ce qu'après des mois d'inaction, la journée du 17 octobre contre la guerre d'Algérie soit un succès? Elle a été un échec sans appel.

Le compromis sauveur

N'exagérons rien néanmoins. Le Bureau Politique a fait preuve d'initiative: il a tenu un meeting public au Cirque d'Hiver. Thorez et Ducloux y ont lancé, pour la première fois, la formule maintenant célèbre: « L'objectif du P.C.F. est la conclusion d'un compromis à gauche, susceptible de mettre fin à la guerre d'Algérie. »

Des compromis? Encore faut-il qu'ils soient bons. L'accord avec des patrons qui veulent la fin de la guerre, pour mieux exploiter les débris de l'Empire ne peut mener à rien. Et, en définitive, si la politique stalinienne a été si nulle, c'est parce qu'elle a été toute entière dominée par la perspective de l'alliance avec Mendès-France, Mitterrand, sinon Plevin.

La grève des perspectives

Reportez-vous plutôt à septembre 1957. Partout des grèves éclatent. Nantes et Saint-Nazaire sont une nouvelle fois en premières lignes. Les prix montent, le gouvernement parle de réduire la consommation: il faut aller de l'avant; et tous ensemble, car les revendications particulières ne peuvent être satisfaites qu'à la condition d'un changement général de l'orientation du pays. Les travailleurs, inorganisés les premiers, veulent la grève générale.

Le P.C.F. et les dirigeants de la C.G.T. comprennent la situation. Des grèves générales ils en proposent: mais par corporation. Et quand le 25 octobre, les travailleurs imposent une journée d'action, pas une perspective n'est proposée par les immeubles de la rue Lafayette ou du carrefour Châteaudun. A quoi sert de se battre vingt-quatre heures, si on ne gagne pas tout immédiatement ou si on ne prépare pas des combats plus amples? Après le 25 octobre, plus rien d'important.

Mais pourquoi Thorez et Frachon s'obstinent-ils dans une telle attitude? La réaction se renforce; on parle de réviser la Constitution; les patrons discutent librement de leur politique économique. La situation est menaçante. Quel profit en tire le P.C.F.? Quelle est sa perspective d'avenir?

C'est ici le fond du problème. Le mal n'est pas que les stalinien du Bureau Politique n'ont pas de perspective; ils en ont une très précise. Perspective pessimiste à l'égard du mouvement des masses, illusoire quant aux éventuelles réactions de la bourgeoisie libérale. Les dirigeants du P.C.F. ont démontré tout au long de 57 qu'ils croyaient les travailleurs incapables de faire plus qu'une vague pression sur la bourgeoisie, elle seule capable de terminer la guerre d'Algérie et d'accorder quelques concessions aux masses: « Majorité du 2 janvier », « compromis à gauche »: monologue des dirigeants stalinien à la recherche d'un partenaire qu'ils ne veulent pas trouver dans les masses et qu'ils cherchent dans la bourgeoisie. C'est une réalité vieille de plusieurs années, mais qui n'est apparue clairement qu'en 1957.

Tout changer pour faire un pas

Il n'y a pas eu de grève générale parce qu'après des années de gymnastique imbécile, les travailleurs ne veulent plus se lancer à fond sans des garanties de succès. En 1957, les garanties de succès étaient la certitude que le mouvement entrepris permettrait au peuple de contrôler l'économie française, afin que les avantages acquis ne soient pas remis en question dès leur obtention. Il fallait des mots d'ordre impliquant le contrôle ouvrier sur la gestion et l'orientation des entreprises, sur la politique économique de l'Etat.

Les dirigeants du P.C.F. ont refusé de les proposer: ils n'auraient pas convenu aux partenaires du compromis à gauche, non plus qu'à leurs relations syndicales des diverses centrales.

En d'autres termes, ce qui pêche dans la politique stalinienne, c'est le refus de lutter pour une solution prolétarienne à la crise française. Toutes les initiatives que peut prendre le P.C.F. perdent leur valeur à cause de cela. Front Unique, renouveau de l'anticolonialisme; autant de choses excellentes qui n'ont aucune portée pratique parce qu'elles sont intégrées à une orientation opportuniste.

La parole aux communistes

L'issue c'est d'amener la classe ouvrière à lutter pour imposer son propre gouvernement, sans alliés bourgeois. Mais les obstacles à une bataille générale pour un gouvernement des travailleurs demeurent les directions stalinien et socialistes. Se battre pour leur chute est aussi nécessaire que de lutter pour une ligne juste. L'élimination de Thorez et Mollet va de pair avec le renouveau des luttes révolutionnaires en France.

C'est pourquoi il faut, à l'heure actuelle, donner la parole aux militants ouvriers du P.C.F. et de la C.G.T. La politique de leur parti les écœure; cet événement deviendra démoralisation si ne leur est pas offerte l'occasion de trouver, à partir de leur expérience, au travers des luttes à venir, leur propre voie vers une politique révolutionnaire.

Il est possible maintenant de regrouper toute une série de cadres révolutionnaires du mouvement ouvrier sur un programme de classe. Il est indispensable de le faire, car c'est devenu la condition du succès des travailleurs sur la bourgeoisie.

J. R.

Le prochain Numéro de

« La Vérité des Travailleurs »

paraîtra le 25 janvier 1958